

**Après le nouveau 49/3 de Valls-MEDEF, contre la régression sociale,
la fascisation et l'euro-dissolution de la nation...**

La résistance continue pendant l'été et s'accroîtra encore à la rentrée !

UNE DÉCLARATION DU PRCF – 6 juillet 2016

En fliquant et en encageant à nouveau la manifestation parisienne (Philippe Martinez fouillé au corps par la police !), en utilisant le **49/3** au moment même où des milliers de gens clamaient leur colère contre la loi scélérate, Valls et Hollande veulent de nouveau humilier et provoquer le mouvement populaire. Par leur **attitude de plus en plus social-fascisante**, par leur mépris total des députés PS qui suppliaient le pouvoir de sauver les apparences en acceptant quelques ultimes amendements cosmétiques, les apprentis-dictateurs de l'exécutif montrent qu'ils sont prêts à tout pour faire passer en force la **déréglementation du travail commanditée par le MEDEF et l'U.E.**

Plus que jamais, l'euro-désintégration de la France et des acquis sociaux du CNR dans l'acide de la « construction » euro-atlantique (euro, UE, « TAFTA », OTAN...) s'accompagne d'une fascisation de la démocratie bourgeoise. Cette **marche à la fascisation, à la dictature** sans frein de l'exécutif et à l'Etat policier est applaudie par la droite – qui ne déposera pas de motion de censure (les LR préfèrent faire cause commune avec Valls qu'avec la CGT que certains d'entre eux



rêvent d'interdire !. La réaction LR prend appui sur l'offensive liberticide et antisociale du PS pour préparer un gouvernement anti-ouvrier de choc qui gouvernerait par ordonnances, le FN jouant dès aujourd'hui le rôle d'aiguillon pour cette fuite en avant ultra-réactionnaire dont l'arrière-plan est la chasse aux sorcières en Europe de l'Est et la banalisation des nostalgiques du fascisme dans nombre d'Etats de l'UE.

Mais l'autre aspect des choses est bien plus réjouissant pour l'avenir des idéaux progressistes. En effet, à l'occasion de l'affrontement de classes en cours, des millions d'ouvriers, de jeunes, de progressistes réapprennent la rage au cœur **les fondamentaux du combat de classe anticapitaliste, antifasciste et anti-impérialiste.** Malgré les tentatives de certains éléments réformistes de l'UGICT-

CGT pour la torpiller du dedans, la CGT mène un dur combat qui peut refaire d'elle la grande confédération des travailleurs qu'elle était avant d'adopter la stratégie réformiste perdante du « syndicalisme rassemblé » avec la CFDT. Pour redevenir pleinement ce qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être, la CGT doit aller avec confiance et jusqu'au bout de sa fière démarche combative actuelle en rompant à 100% avec la CFDT jaune, avec la CES à la botte de Bruxelles et en renouant avec le combat de classe prôné notamment par la Fédération Syndicale Mondiale.

Les apprentis-dictateurs affaiblis et méprisés de Matignon et de l'Elysée se leurrent s'ils s'imaginent faire taire la classe ouvrière et la jeunesse populaire. **La classe ouvrière (transports, énergie, raffinerie...) a repris sa place naturelle de chef de file de la contestation anticapitaliste.** Dans des centaines d'entreprises la classe ouvrière et le monde du travail ont fièrement relevé la tête et à la rentrée, voire pendant l'été, la lutte reprendra de plus belle pour l'emploi, les salaires, la protection sociale, les services publics, les libertés syndicales et démocratiques, la libération des camarades injustement réprimés.

[Lire la suite sur Initiative Communiste](#)

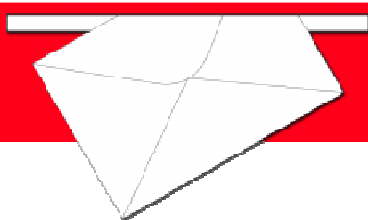
5000 signatures pour un référendum pour la sortie de l'UE et de l'euro !

CINQ MILLE PREMIERES SIGNATURES REUNIES A L'INITIATIVE DU P.R.C.F. POUR EXIGER UN REFERENDUM DE FREXIT.

Le PRCF attend toujours une réponse des autorités préfectorales parisiennes pour remettre ces pétitions. Lancée il y a quelques mois sur des bases 100% progressistes, l'appel-pétition initié par le PRCF fait un tabac au porte-à-porte et sur l'internet. Et le PRCF dit clairement qu'il appellera à voter « SORTIR » à ce référendum, à l'inverse du FN qui

cultive l'équivoque et qui veut NEGOCIER POUR RESTER dans l'U.E., à la manière du grand battu du Brexit, David Cameron*. Depuis des semaines, le PRCF souhaite déposer ses signatures et la préfecture de Paris semble jouer la montre : n'est-il pas de son devoir de recevoir les citoyens ?

**PETITION
REFERENDUM**



EURO - UNION EUROPEENNE
La France doit-elle
" Y RESTER " ou EN SORTIR ?

Le PRCF appelle les communistes qui rejettent les positions euro-complaisantes de Pierre Laurent, les syndicalistes de lutte, les patriotes progressistes, à s'engager dans la campagne du

FREXIT progressiste en la liant à la lutte contre l'euro- « recommandation » dite « loi Travail », qui détruit les conventions nationales de branche.



Pour rendre à notre peuple son indépendance et son droit de rompre avec le capitalisme, il faut **sortir de l'euro, de l'UE et de l'OTAN**. Ne pas en sortir, pour notre peuple, ce serait... « y rester ».

Pour s'en sortir, il faut en sortir, vive la France Rupture avec l'Europe Capitaliste Supranationale à l'Initiative des Travailleurs (FRECSIT !).

Léon Landini, président du PRCF, Georges Gastaud, secrétaire national, Fadi Kassem, responsable francilien.

Communiqué 27 juin 2016 – Pôle de Renaissance Communiste en France. *Franchement communistes !*

- Signer la pétition en ligne sur change.org et signer en ligne sur www.initiative-communiste.fr

Du BREXIT au « FREXIT » PROGRESSISTE, un mode d'emploi possible

Entretien d'Initiative Communiste avec Georges Gastaud



Initiative Communiste : Comment analyses-tu le « Brexit » et comment les progressistes français anti-UE peuvent-ils « rebondir » sur cet évènement ?

Georges Gastaud – Bien entendu, le Brexit n'est pas en lui-même un évènement révolutionnaire ; mais contrairement à ceux qui, en France, nous expliquent que rien ne sera jamais assez beau tant que la dictature du prolétariat ne nous aura pas été fournie sur un plateau, **c'est un maître coup de pied au c.. du peuple britannique, spécialement des milieux populaires, aux « élites » européistes**, à la City, qui était pour le « remain », à la majorité du parti tory et aussi à la direction travailliste qui a tellement laissé casser de choses en Angleterre que le « Labour » en est à considérer l'ultralibéralisme bruxellois comme un moindre mal !

En réalité, une masse d'ouvriers et de « petites gens » qui REFLECHISSENT et qui, contrairement à certains membres des « couches moyennes supérieures », sont habitués à faire leurs comptes au lieu d'admirer dans la glace leur belle image d'« Européens-modèles », ont compris que l'UE est entièrement tournée contre leurs intérêts et aussi, tout bonnement, contre le droit

élémentaire de chaque peuple à disposer de soi. **Ces prolétaires britanniques que les euro-médias présentent odieusement comme des benêts, sont politiquement plus conscients que nombre de pseudo-marxistes français qui n'ont toujours pas compris que l'UE est irréformable du dedans.** Honneur aussi aux communistes du CPB qui ont milité contre l'UE tout en dénonçant les xénophobes qui ont pollué la campagne. Mais si ces réactionnaires ont un impact de masse, ce n'est pas par la faute des militants progressistes qui ont milité pour la sortie britannique ; c'est parce que depuis trente ans, la bourgeoisie britannique – conservateurs et « New Labour » en tête – ont utilisé la « libre » circulation de la main-d'œuvre est-européenne (chassée de Pologne, de Bulgarie, etc. par la destruction de l'industrie socialiste) comme un moyen de dynamiter les ultimes acquis sociaux qu'avait laissé subsister le duo Thatcher-Blair ; et c'est aussi parce que la fausse gauche britannique a, comme partout, abandonné à la réaction, aux Johnson et autre Farage, la légitime défense du

droit du peuple britannique à s'autodéterminer.

Malgré une énorme campagne d'intimidation, le peuple travailleur anglais a réagi comme les Français en 2005 : en se cabrant contre le lavage de cerveau européiste !

En réalité, les plus « embêtés » aujourd'hui, et tant mieux, ce sont les milieux dirigeants du Labour qui n'auront désormais plus d'excuse pour imiter Tsipras en se déclarant impuissants à appliquer leur programme social. Désormais la classe ouvrière britannique va pouvoir régler ses comptes avec « sa » bourgeoisie et avec « sa » social-démocratie sans que les politiciens londoniens puissent ouvrir le parapluie bruxellois et alléguer leur « impuissance ». Bien entendu, toute une partie de la bourgeoisie « bréxiteuse » va chercher à aggraver le thatcherisme, mais pourquoi sous-estimer les ouvriers anglais, fondateurs du syndicalisme moderne, dont les traditions de classe ne sont pas éteintes ?

Peu avant le succès du Brexit, et alors que M. Pierre Laurent appelait sans honte les

Britanniques à rester dans l'UE (on ne préside pas un « parti européen » impunément...), j'avais condamné cette ingérence et, si faible que puisse être mon appel à la contre-ingérence, j'avais publié une lettre intitulée « British people, pull out first ! » (MM. les Anglais, sortez les premiers !). Dans cette lettre aux

amis britanniques, je disais mon espoir de voir les peuples du continent **rejoindre les Anglais à l'extérieur de cette prison des peuples qu'est l'UE/OTAN**. Non pas pour s'isoler les uns des autres mais pour **flanquer à la poubelle la très totalitaire « économie de marché ouverte sur le monde où la concurrence**

est libre et non faussée » (cœur du Traité de Maastricht) et pour coopérer librement entre eux sur des projets d'intérêt commun, tout en s'ouvrant au monde entier qui comporte, rappelons-le, **cinq** continents (en réalité, le repli sur un continent, c'est l'UE !)

[Lire la suite sur Initiative Communiste](#)

Observations sur l'appel de vingt intellectuels eurocritiques pour un nouveau traité européen – 2 juillet 2016

Par Annie Lacroix-Riz, chercheuse en histoire contemporaine, professeur émérite, Université Paris 7

Réaction à la tribune parue le 30 juin 2016 dans [Le Figaro](#) :

La vision économique de long terme de l'Union européenne rend dérisoire l'espoir de renégocier les traités européens affiché par « vingt intellectuels euro-critiques ».

Car ce processus a démontré ses objectifs non pas « depuis au moins trois décennies, sur la base de traités marqués au coin du néolibéralisme alors triomphant (Acte unique, traité de Maastricht, traité de Lisbonne), ou de l'ordo-libéralisme allemand (traité de cohérence budgétaire dit «TSCG» de 2012) », mais depuis les origines. Il s'est agi, en effet d'assurer la tutelle maximale sur cette partie du monde de l'impérialisme le plus puissant, états-unien, escorté du second, l'impérialisme allemand, que les rivalités inter-impérialistes opposent cependant, à l'occasion des crises systémiques, jusqu'à la guerre générale. Le phénomène a débouché, entre autres, sur ce que Georges Gastaud qualifie « de protectionnisme » rigoureux au bénéfice exclusif de l'Allemagne et des États-Unis. Il est sans rapport aucun avec l'idéologie, la Guerre froide, le rêve de « démocratie », etc., et ne laisse aucune chance la « réforme » à laquelle semblent croire les « vingt intellectuels euro-sceptiques » qui ont signé ce manifeste.



La critique est portée ici du strict point de vue historique qui relève de ma compétence.

1° Je suis stupéfaite que certains de ces signataires, que je croyais très bien informés de l'histoire vraie de l'Union Européenne, érigent en modèle la renégociation de « la conférence de Messine » de 1955 qui, après l'échec de la Communauté européenne de défense (CED), a[urait] permis de remettre la construction européenne sur les rails.

Ladite conférence se tint sous la stricte injonction de Washington, avec l'active contribution, selon la tradition, de ses purs et simples instruments, parmi lesquels Jean Monnet et Paul-Henri Spaak. Elle ouvrit sur une nouvelle étape majeure de la constitution de l'Europe germano-américaine, le

marché commun, qui faisait suite à la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) dont le « père de l'Europe » Robert Schuman s'était fait l'initiateur officiel. La réalité est différente, comme je le démontre notamment dans « Aux origines du carcan européen, 1900-1960, » dont l'édition augmentée vient de paraître.

Ce marché commun chemina, sans la « dérive » ici alléguée, vers l'union-carcan dont les hauts fonctionnaires français avaient révélé, avec une précision redoutable dès 1950-1953 (cette dernière date étant celle de la mise en œuvre de la Communauté européenne du charbon et de l'acier), tous les aspects, parmi lesquels l'impitoyable « dumping social ». Ladite « Europe » avait déjà, à l'époque du retour de De Gaulle aux affaires (1958), un aspect sinistre, marqué par la surproduction et les crises récurrentes

[Lire la suite sur Initiative Communiste](#)

ET MAINTENANT, LE TOUT-ANGLAIS SANS LES ANGLAIS ? Ou le ridicule achevé de l'Union Européenne – par Floréal

Sale temps pour les tenants de l'uniformisation linguistique du Grand Marché Euro-Atlantique.

Après le vote anglais en faveur du Brexit, comment les adorateurs bruxellois du Tout-Anglais vont-ils justifier politiquement et juridiquement le fait honteux, et totalement illégal au regard des traités, que l'anglais soit devenu de facto, sans le moindre débat démocratique, la langue unique ou peu s'en faut de l'UE ? Au point que quand le socialiste « français » Pierre Moscovici, récemment devenu commissaire européen, écrit au ministre du Travail, Michel Sapin, pour le sommer de briser le Code du travail, il lui écrit en anglais – et que, bien entendu, ledit Sapin n'a pas un hoquet de protestation (plutôt sans doute un OK de servilité !); dans le même esprit servile, lorsque les « recommandations européennes » imposant la dérégulation totale du CDI en Italie se traduisent en textes législatifs, le regrettable Matteo Renzi ne prend même pas la peine de traduire ces diktats en italien puisque l'équivalent transalpin de la loi Berger-El Khomri se nomme, toute honte bue, le **Jobs Act** ?

Pourtant désormais, AUCUN Etat membre de l'UE ne se réclame plus de l'anglais auprès de l'UE puisque, d'un point de vue institutionnel, Malte se réfère au maltais et que l'Irlande a déposé le gaélique comme sa langue de référence.

Il est donc très logique qu'un appel initié par l'association COURRIEL et signé par de nombreuses associations françaises (AFRAV, ALF, DLF Savoie, DDC, ICEG), mais aussi étrangères (italienne, belge, québécoise) exigent que l'UE en revienne à la pratique légale et initiale : la traduction de ses textes dans toutes les langues de l'Union – du moins si celle-ci veut qu'on la croie quand elle prétend qu'elle respecte « l'identité » et la « culture nationale » de chaque Etat-membre.

Après tout, c'est le « grand Européen » Umberto Eco qui affirmait que « la langue de l'Europe, c'est la traduction ».

A moins que... l'UE n'en profite honteusement, avec l'appui du gouvernement français traître à sa langue (entre autres félonies) qu'il faut garder l'anglais comme LA langue officieuse de l'UE parce que « c'est la langue

internationale »... alors même que l'anglais n'est ni parlé ni compris par la majorité des Européens (les langues les plus parlées en Europe sont l'allemand, le français et



l'italien) et qu'elle n'est la langue internationale QUE POUR AUTANT que l'UE/OTAN a décidé de privilégier la langue de cet Etat « européen » que sont les Etats-Unis... d'Amérique.

Ainsi le masque tombera-t-il encore un peu plus sur ce qu'est leur soi-disant « Europe » : non pas un moyen autochtone de « peser contre la puissance américaine », comme le prétendait sans rougir Mitterrand, mais un OUTIL de la pénétration US sur notre continent. Les ministres de Hollande dont les études ont été financées par les USA (les ex- « Young Leaders » comme Vallaud-Belkacem) auront-ils le culot de prétendre le contraire ?

CQFD, ou plutôt, « CFTD », *C'est Fini De Trahir*, comme on dirait dans certains milieux mal-pensants et un peu trop portés à *rire jaune*...

[Lire la suite sur Initiative Communiste](#)

LE PÔLE DE RENAISSANCE COMMUNISTE EN FRANCE

aux Associations du Nord et du Pas-de-Calais

Vincent Flament et Georges Gastaud, secrétaires départementaux du PRCF (59 et 62) à Roland Diagne (C.C.), Hervé Poly (PCF-62) et Jean-Jacques Candelier (député PCF du Douaisis) - Le 30 juin 2016

Chers camarades,

Qu'il s'agisse du BREXIT ou de la révolte ouvrière de masse contre la loi El Khomri (cette transposition en droit français de la « recommandation européenne » sur la déréglementation du travail), la dénonciation de l'UE sur des bases progressistes est objectivement appelée à devenir un élément de plus en plus structurant de l'activité franchement communiste (n'en déplaise à P. Laurent qui a combattu le Brexit en s'ingérant dans les affaires du peuple britannique).

Comme vous le savez, le PRCF mène campagne depuis sa fondation pour que la France sorte, sur des bases révolutionnaires, de l'euro, de l'UE, de l'OTAN et du capitalisme.

Les Assises du communisme ont pour leur part manifesté à Paris le 30 mai 2015 pour sortir notre pays de l'euro et de l'UE atlantique.

Par ailleurs **la Fédération du PCF 62** s'est publiquement prononcée contre le maintien de la France dans l'euro et dans l'UE.

Réagissant au BREXIT, le camarade **Candelier**, digne successeur de Geo Hage, a lui-même pris très clairement position contre l'UE et l'euro.

Compte-tenu que le Nord et le Pas-de-Calais, comme la Picardie voisine, ont toujours été en pointe contre l'UE supranationale du capital (cf les référendums de 1992 et de 2005), que la classe ouvrière

et la paysannerie qui sont incontournables dans notre région populaire rejettent désormais massivement la prétendue « construction » européenne et qu'il serait littéralement suicidaire pour les forces progressistes d'abandonner la défense de la nation aux usurpateurs du FN, j'ai publiquement proposé au nom du PRCF, lors des Rencontres communistes de Vénissieux, que les forces communistes du Nord-Pas-de-Calais organisent ensemble **une grande manifestation populaire sur le thème des sorties de l'euro, de l'UE, de l'OTAN (inséparable de l'UE) dans la perspective d'une rupture révolutionnaire avec le capitalisme**. Bien entendu, cette initiative devrait être associée à la défense des revendications populaires (emploi industriel, services publics, salaires et pensions, logement...), et pourrait être l'occasion de reparler de nationalisation et de reconstruction planifiée du produire en France (avec tous ceux qui s'y trouvent) industriel, agricole et halieutique.

Lors de la rencontre du 23 juin (solidarité avec le PC polonais) à la Fédé du Pas-de-Calais, Hervé a accepté le principe d'une telle action sur laquelle nous pourrions travailler ensemble. Sans faire de la date de cette manifestation un problème politique majeur, j'ai alors fait observer que le 60^e anniversaire du funeste Traité de Rome – que les médias vont évidemment célébrer à son de

trompe – aura lieu fin février 2017 et que rien n'empêche, d'ici là, de préparer le succès de la manifestation anti-UE par une série d'actions préparatoires. On peut penser à **un grand débat sur l'UE ou à une pétition pour un référendum de « FREXIT »** (à titre d'information, le PRCF s'apprête à remettre aux autorités les 5000 premières signatures recueillies au porte-à-porte sur ce sujet). Une bonne occasion de se confronter au FN sur toutes ces questions en démasquant ces faux opposants à l'UE et en portant clairement l'idée d'une sortie de l'UE par la voie progressiste*.

C'est pourquoi, nous suggérons qu'une rencontre exploratoire sur ces questions se tienne entre nous avant le 14 juillet, l'idéal étant de pouvoir acter publiquement un accord de principe sur cette Campagne : l'actualité nous semble propice et il nous semble que les camarades de nos organisations accueilleraient une telle nouvelle avec enthousiasme !

Nous avons également suggéré de contacter sur ce sujet **les camarades de Goodyear-Amiens** dont le porte-parole a récemment pris position très fermement contre l'UE. Rien n'interdirait évidemment que des camarades des régions voisines s'associent à notre éventuelle manifestation, si manifestation il devait y avoir.

[Lire la suite sur Initiative Communiste](#)



Abonnez-vous à Initiative Communiste !

Bulletin d'abonnement à Initiative Communiste, journal mensuel du PRCF - Offre découverte : 3 mois GRATUITS - 1 an, 10 n° : 24 € (19 € chômeurs / étudiants) 6 mois : 12 € (10 € chômeurs / étudiants) Abonnement de soutien : 30 € Sous-enveloppe : 34 €

Nom : Prénom : ; Adresse :

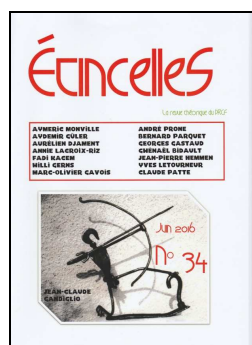
Code Postal : Ville : ; Tél. : Courriel :

Signature :

Chèque à l'ordre d'Initiative Communiste à adresser au journal : BP 30111 - 62802 LIÉVIN Cedex



Abonnez-vous à Etincelles ! la revue théorique du PRCF



4 numéros (24€, étudiant chômeur 16€)

Nom : Prénom :

Adresse :

Code Postal : Ville : ; Tél. :

Courriel :

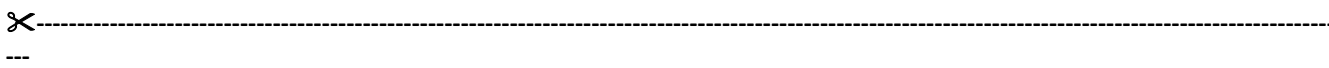
Signature :

Chèque à l'ordre du PRCF, à l'adresse suivante : 10 rue Victor Grignard 62300 LENS

Adhérez au Pôle de Renaissance Communiste en France !

- Pour abattre l'Europe du capital et ses politiques d'austérité,
- Pour une gauche populaire totalement indépendante du PS,
- Pour combattre l'UMP et le FN,
- Pour restaurer l'indépendance nationale et les conquêtes du CNR,
- Pour relancer la lutte révolutionnaire pour le Socialisme,
- Pour faire renaître un vrai parti communiste au service de la classe ouvrière,

J'adhère au PRCF



Bulletin d'adhésion au Pôle de Renaissance Communiste en France

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code Postal :

Ville :

Tél. :

Courriel :

J'ai moins de 30 ans, je serai membre de la Commission Jeunesse du PRCF



Fait à

le

Signature :

A retourner à Jany Sanfelieu 6 rue Bailly 89700 DANNEMOINE Tél : 03 86 55 52 35